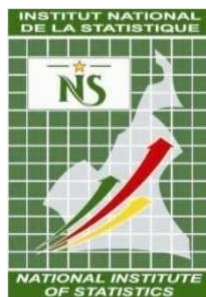


REPUBLIQUE DU CAMEROUN

Paix - Travail - Patrie

INSTITUT NATIONAL DE LA
STATISTIQUE



REPUBLIC OF CAMEROON

Peace - Work - Fatherland

NATIONAL INSTITUTE OF
STATISTICS

Les Comptes Nationaux de 2010

<input type="checkbox"/> <i>Environnement international</i>	2
<input type="checkbox"/> Situation économique nationale en 2010	3
• Redressement de l'offre	3
• Une forte demande	4
• Remontée des exportations	5
<input type="checkbox"/> Perspectives 2011	5
• Consolidation de la reprise économique	5
<input type="checkbox"/> Annexes	7

Août 2011

Avec un taux de croissance de 3,3% en 2010, l'économie camerounaise fait un bond de près d'un point et demi par rapport à 2009.

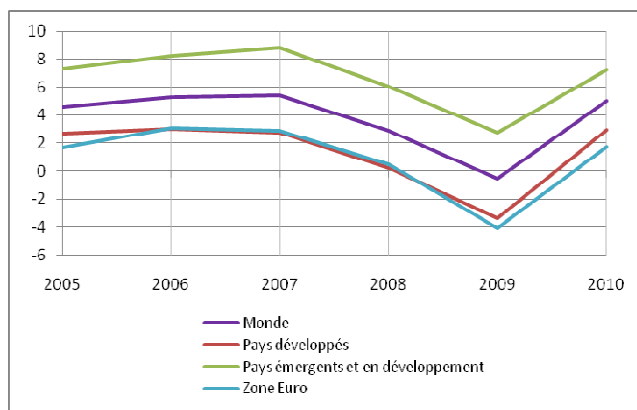
A l'origine de cette croissance, la reprise de la demande mondiale et le démarrage des projets structurants en cours de réalisation qui ont fortement amélioré les perspectives des agents économiques nationaux et permis le redressement de l'économie en 2010.

■ Environnement international

... Marqué par la reprise de la croissance mondiale

L'année 2010 est marquée par la reprise de la croissance mondiale après le ralentissement observé depuis 2008, en raison de la forte crise financière internationale. Cette croissance est passée d'un taux négatif de -0,5% en 2009 à 5,1% en 2010. Elle est tirée principalement par les économies émergentes qui ont affiché un taux de croissance de 7,3% en moyenne en particulier la Chine (10,3%) et l'Inde (10,4%).

Graphique 1 : Taux de croissance dans les régions du monde (%)

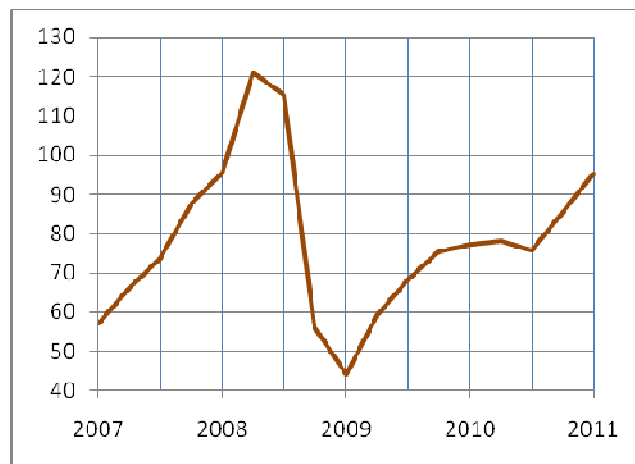


Dans la zone Euro, la reprise de l'activité économique en 2010 a connu une croissance plus faible à 1,8% contre 3,0% dans les pays développés. Cette situation entraîne notamment la montée du chômage et l'instabilité budgétaire dans certains pays européens.

Dans la zone CEMAC, la croissance du PIB réel est passée de 1,8% en 2009 à 4,2% en 2010, en raison du dynamisme observé dans le secteur non pétrolier.

Le fort redressement affiché par le commerce international de biens et services qui a enregistré un taux de croissance de -10,9% en 2009 à 12,4% en 2010 a entraîné un retournement favorable des cours sur les marchés des matières premières. L'indice Moody's de matières premières affiche une embellie de 41,7% des cours entre 2009 et 2010. Ainsi, les prix des principales matières premières exportées par le Cameroun ont fortement progressé : caoutchouc (90,1%), coton (65,0%), pétrole brut (27,9%), café robusta (9,0%) et cacao (8,1%).

Graphique 2 : Evolution trimestrielle des cours mondiaux de pétrole brut (en dollars US/baril)



En conséquence, l'inflation mondiale est en légère hausse et se situe à 3,7% en 2010 contre 2,5% en 2009. Dans les pays développés, les prix ont augmenté de 0,1% en 2009 et de 1,6% en 2010. Dans les pays émergents et en développement, l'inflation s'est accrue et se situe à 6,2% en 2010 contre 5,2% en 2009.

Par contre, dans les pays membres de la CEMAC, l'augmentation du niveau général des prix a considérablement ralenti, passant de 4,2% en 2009 à 1,2% en 2010 grâce au fort ralentissement des prix des produits alimentaires.

■ *Situation économique nationale en 2010*

...La demande intérieure et étrangère tirent la croissance

La forte demande mondiale ainsi que la poussée de l'investissement public, privé et de la consommation finale ont permis le redressement économique en 2010. Ainsi, le taux de croissance réelle a rebondi à 3,3% en 2010 contre 1,9% en 2009. Hors production pétrolière, la croissance s'améliore également à 4,1% contre 2,9% en 2009.

• *Redressement de l'offre*

La reprise de l'activité économique a bénéficié principalement au secteur primaire.

...Le secteur primaire boosté par la croissance dans la filière bois

La croissance réelle du secteur primaire est estimée à 6,0% en 2010, en hausse de 3,1 points par rapport à 2009. Ce secteur contribue à la croissance réelle du PIB de 1,3 point, en augmentation de 0,7 point par rapport à la réalisation de 2009.

Cette embellie est obtenue principalement grâce à la forte demande de l'« agriculture vivrière », et de la « sylviculture et exploitation forestière » qui apportent chacune une contribution de 0,5 point au PIB réel. Les nombreux programmes (maïs, banane plantain, riz,...) de relance de la production agricole et la forte demande extérieure expliquent cette évolution.

L'entrée en production de nouvelles plantations créées avec l'appui de la SODECAO qui met à disposition des planteurs des plants sélectionnés de bonne qualité agricole, et la bonne tenue des cours mondiaux des principaux produits de l'agriculture industrielle et d'exportation ont permis à la filière de réaliser un taux de croissance de 7,8%.

Les branches « Elevage et chasse » et « pêche » connaissent une amélioration d'environ 3% de leurs activités.

... Un secteur secondaire marqué par une forte baisse de la production pétrolière

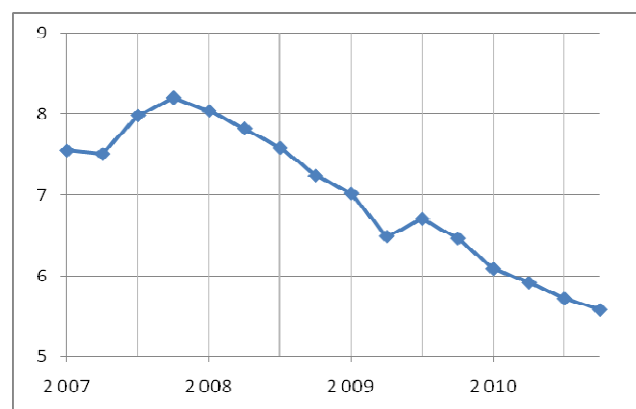
Poussé par le dynamisme de la consommation et de l'investissement ainsi qu'une amélioration de l'offre énergétique, le secteur secondaire enregistre une légère reprise de l'activité économique. Son

taux de croissance réelle se chiffre à 0,5%, après la baisse (-2,5%) observée un an plutôt.

Ce redressement du secteur secondaire s'explique principalement par la vitalité observée dans les secteurs « bâtiments et travaux publics » (9,1%), « agro-alimentaire » (8,5%), et dans une moindre mesure dans la branche « eau et électricité » (3,9%).

L'exploitation pétrolière enregistre à nouveau un recul profond de son activité de 12,6% et une contribution à la croissance du PIB réel de -0,6 point, en raison du tarissement des principaux puits en exploitation.

Graphique 3 : Evolution trimestrielle de la production nationale de pétrole (en millions de barils)



L'agro-alimentaire, en liaison avec le bon comportement de l'agriculture vivrière et industrielle, est en forte croissance de 8,5% en 2010 imputable à l'amélioration de l'activité dans les branches « travaux de grains et fabrication des produits à base de manioc », « industries de boissons » et « fabrication de produits à base de céréales ». Elle enregistre une contribution de 0,5 point à la croissance du PIB réel.

La branche production et distribution d'eau et de l'électricité s'est relancée notamment par la mise en service de la centrale thermique de Yassa-Dibamba et la construction de nombreux forages et adductions d'eau potable surtout en milieu rural. Le taux de croissance de la branche est estimé à 3,9% en 2010, contre une baisse de 0,6% en 2009.

En dépit de la reprise observée dans les branches des « industries du bois sauf fabrication de meubles » et le « raffinage de pétrole », les « autres industries manufacturières » enregistrent un léger déclin de leurs activités.

L'amélioration de l'offre d'intrants, notamment par le relèvement des quotas d'importation de ciment, a permis de redynamiser les activités de bâtiments et de travaux publics qui enregistre encore en 2010 une croissance forte de 9,1% après celle de 12,5% en 2009.

... Le secteur des services toujours en soutien de la croissance

La croissance réelle dans le secteur tertiaire se situe à 4,0% en 2010 contre 3,5% en 2009.

Sa contribution à la croissance s'améliore légèrement, passant de 1,3 point en 2009 à 1,5 point en 2010.

Après une décélération en 2009, le « commerce » connaît un regain d'activité (1,8%) impulsé par la forte poussée de la demande intérieure et des importations de biens.

Le secteur des télécommunications reste dynamique avec une croissance qui se chiffre à 6,2% contre 9,2% en 2009.

Les activités des banques et organismes financiers ont connu une augmentation après les effets néfastes induits par la crise financière. La croissance de ce secteur est passée de 3,8% en 2009 à 6,0% en 2010.

Les branches de l'« immobilier », des « transports » et des « services aux entreprises » sont également en évolution positive en 2010.

Les services non marchands des administrations publiques enregistrent une croissance de 3,7%, en légère hausse de 0,2 point par rapport à 2009.

... Une envolée des importations de biens

Le redressement de la demande intérieure conjugué au démarrage effectif des travaux d'infrastructures prévus dans le Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (DSCE) a entraîné une forte poussée des importations de biens et services.

La croissance en volume des importations de biens est passée de -3,6% en 2009 à 15,7% en 2010. Sa contribution à la croissance se chiffre à -3,4 points.

Hors pétrole brut, cette performance est principalement imputable aux achats de biens d'équipement et de biens intermédiaires pour les industries, en particulier les produits métalliques et ouvrages en métaux (33,5%), les machines et appareils électriques (31,7%), le matériel de transport (24,0%) et les produits chimiques (11,3%).

Par contre, les produits du travail des grains (riz, maïs, farine de blé et ses dérivés, etc.) enregistrent une forte baisse en volume. Cette évolution s'explique par l'intensification des contrôles des réexportations vers les pays voisins en accompagnement de la mesure de défiscalisation des produits alimentaires de première nécessité prise en 2008.

Parallèlement, les prix des biens importés se sont redressés, avec une faible ampleur. Ils passent ainsi de -20,2% en 2009 à 0,8% en 2010, en liaison avec la reprise modérée de l'inflation mondiale. Les prix du pétrole brut et des produits métalliques progressent respectivement de 27,4% et 16,1%. Par contre, les prix de la plupart des autres biens importés reculent fortement, notamment les biens textiles et d'habillement, les machines et appareils électriques et le matériel de transport.

En raison d'une progression plus importante des importations, le déficit commercial s'est alourdi de 108 milliards de FCFA en passant de 435 milliards à 543 milliards de FCFA, soit près de 4,6% du PIB.

• Une forte demande

...La consommation publique, encore plus dynamique

L'augmentation de la consommation publique, de 4,6% en 2009 à 8,4% en 2010, est portée par la hausse des dépenses de biens et services de 12,6%. La contribution de la consommation publique à la croissance du PIB est évaluée à 0,9 point en hausse de 0,4 point par rapport à 2009.

... Renforcement de la consommation privée, soutenue par le ralentissement de l'inflation

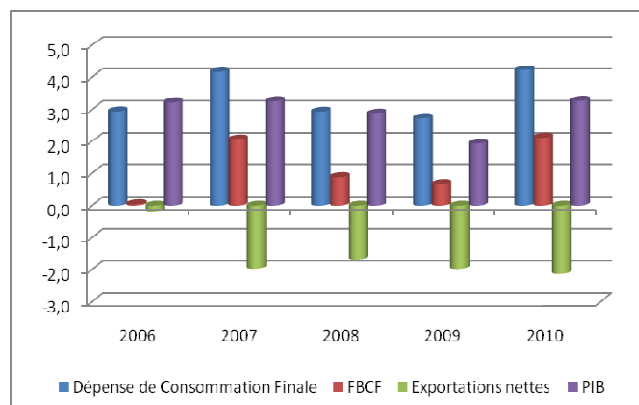
La dépense de consommation privée a progressé de 4,5% en volume en 2010 contre 3,1% en 2009. Sa contribution à la croissance du PIB est estimée à 3,4 points, en amélioration de 1,1 point par rapport à 2009.

Cette évolution favorable de la consommation privée est impulsée par la demande accrue des produits de l'agriculture vivrière et de l'élevage, des produits de l'industrie textile et des boissons, et les services de restauration et de transport.

S'agissant du pouvoir d'achat des ménages, les prix à la consommation finale régressent de 3% en 2009 à 1,3% en 2010, expliqué par la faible hausse des prix des biens importés (0,8%) et des produits

alimentaires de grande consommation dont le niveau se situe à 1,2% contre 5,9% en 2009.

Graphique 4 : Contribution des emplois du PIB à la croissance réelle (en points)



... *Embellie de l'investissement privé*

Le taux de croissance de l'investissement, estimé à 3,5% en 2009 s'est accéléré à 10,7% en 2010, avec une contribution à la croissance de 2,1 points contre 0,7 point en 2009.

De son côté, l'investissement privé croît en volume de 11,6% contre 4,9% en 2009, avec une contribution à la croissance de 2,0 points. Cette croissance est tirée par l'achat des biens intermédiaires et d'équipements et de construction. Ainsi, le taux d'investissement du secteur privé est passé de 15,6% en 2009 à 16,7% en 2010.

L'investissement public enregistre un fort redressement de son taux de croissance estimée à 4,4%, après -5,4% enregistré en 2009, en raison du démarrage des grands projets d'investissement publics tels que les travaux d'agrandissement de la route Douala-Yaoundé, de la fibre optique, de la centrale à gaz et du port en eau profonde de Kribi.

De façon globale, l'investissement représente 19,0% du produit intérieur brut en 2010 contre 18,5% l'année précédente.

... *Fort recul des stocks*

La reprise de la demande mondiale conjuguée à la hausse des cours des principaux produits d'exportation a entraîné un recul considérable des stocks. Au total, la variation des stocks contribue pour -1,0 point à la croissance du PIB après la hausse de 0,5 point enregistrée en 2009.

• *Remontée des exportations*

... *Les exportations du bois rebondissent et dans une moindre mesure, celles du cacao et du café*

Le volume des exportations de biens a fortement augmenté de 8,7% en 2010 contre une chute de 13,3% en 2009.

Ce regain des exportations de biens est imputable à la forte hausse des ventes des bois grumes, des bois sciés et ouvrages en bois, et dans une moindre mesure, les exportations des produits de l'agriculture d'exportation (cacao en fèves et café robusta).

Cependant, le franc CFA s'est déprécié en moyenne annuelle par rapport au dollar US, qui passe de 479,3 FCFA en 2009 à 447,8 FCFA en 2010.

La hausse des cours mondiaux des principaux produits d'exportation du Cameroun a induit une augmentation des prix des produits exportés à hauteur de 7,2% contre -21,4% en 2009, en particulier le pétrole brut, le carburant et lubrifiant, l'aluminium, le cacao et la banane.

■ *Perspectives 2011*

• *Consolidation de la reprise économique*

Le premier semestre de l'année 2011 est marqué par la poursuite d'une reprise hésitante de l'économie mondiale, légèrement en recul par rapport à 2010.

Les différents scénarii que l'on peut élaborer pour l'économie nationale en 2011 sont naturellement tributaires de l'environnement international, de la disponibilité des facteurs de productions et des intrants, et la poursuite de la mise en œuvre des grands projets structurants.

Ainsi, les estimations permettent de projeter pour l'année 2011 une consolidation de la croissance du PIB aux environs de 3,5% à 4%.

Encadré 1 : Estimation du taux de croissance en 2011

L'estimation du taux de croissance du PIB réel pour l'année 2011 repose sur la détermination de la composante tendancielle du produit intérieur brut sur les années 2004 à 2010 et la simulation de différents scénarii de croissance basés sur les informations sectorielles disponibles au premier semestre 2011.

La composante tendancielle a été extraite du trend de la série trimestrielle du PIB récent, période de 2004 à 2010. La méthode de DENTON a été utilisée pour obtenir le PIB trimestriel.

Les informations économiques utilisées pour élaborer les différents scénarii de croissance concernent l'environnement international, l'indice trimestriel de la production industrielle, la production pétrolière, les statistiques du commerce extérieur et les productions sectorielles diverses.

Encadré 2 : Elaboration des comptes nationaux trimestriels

Le processus d'élaboration est déjà engagé grâce au concours financier du Gouvernement et à l'expertise technique des experts d'AFRISTAT, d'AFRITAC Centre et de l'INSEE de la France.

Les comptes nationaux trimestriels sont constitués des indicateurs macro économiques infra-annuels qui concourent à un meilleur suivi conjoncturel de l'activité économique.

En outre, ils permettent d'améliorer la projection du taux de croissance annuelle de l'économie décrite à l'encadré 1 ci-contre.

Selon le plan d'action arrêté, les résultats des premiers comptes nationaux trimestriels seront publiés au cours du dernier trimestre de l'année 2012.

Tableau 1: PIB courant, optique production (en milliards de FCFA)

Libellé	2006	2007	2008	2009	2010
1. Production	14788,0	15635,2	16317,9	16871,6	17828,4
2. Consommation intermédiaire	6146,3	6614,6	6685,3	6687,0	6992,8
3. Valeur Ajoutée (1-2)	8641,7	9020,6	9632,6	10184,6	10835,6
4. Impôts sur les produits	745,7	771,6	811,2	855,6	864,1
PIB (3+4)	9387,5	9792,3	10443,8	11040,3	11699,7

Tableau 2: PIB, optique production (évolutions des volumes en %)

Libellé	2006	2007	2008	2009	2010
1. Production	2,4	5,0	3,0	1,3	3,8
2. Consommation intermédiaire	1,7	7,3	3,6	0,8	4,2
3. Valeur Ajoutée (1-2)	2,9	3,3	2,6	1,7	3,5
4. Impôts sur les produits	7,3	2,9	6,0	4,9	0,4
PIB (3+4)	3,2	3,3	2,9	1,9	3,3

Tableau 3: PIB, optique production (évolutions des prix en %)

Libellé	2006	2007	2008	2009	2010
1. Production	4,0	0,7	1,3	2,1	1,8
2. Consommation intermédiaire	4,2	0,3	-2,4	-0,7	0,3
3. Valeur Ajoutée (1-2)	3,8	1,1	4,0	4,0	2,8
4. Impôts sur les produits	5,0	0,5	-0,8	0,6	0,6
PIB	3,9	1,0	3,7	3,7	2,6

Tableau 4 : Ventilation du PIB par secteurs d'activités (en milliards de FCFA)

Libellé	2006	2007	2008	2009	2010
Secteur primaire	1816,4	2066,0	2257,0	2391,2	2534,9
Agriculture des produits vivriers	1214,9	1305,4	1417,0	1570,2	1643,5
Agriculture industrielle et d'exportation	123,2	104,8	147,6	158,5	187,5
Elevage, chasse	218,7	271,5	279,7	315,9	329,1
Sylviculture et exploitation forestière	135,0	268,9	288,0	216,1	235,7
Pêche	124,6	115,4	124,7	130,5	139,1
Secteur secondaire	2871,7	2689,1	2791,0	3044,9	3241,7
Industries extractives	966,3	957,6	926,2	807,1	777,5
dont extraction d'hydrocarbures	954,6	942,1	910,5	789,1	757,1
Industries Agro-alimentaires	565,3	586,3	588,0	632,7	730,7
Autres Industries manufacturières	970,6	753,4	859,5	1020,2	1025,8
Electricité, gaz et eau	95,5	98,5	102,4	99,8	110,1
BTP	273,9	293,4	314,9	485,1	597,5
Secteur tertiaire	3240,7	3507,4	3701,7	3775,6	4045,8
Commerce, restaurants et hôtels	1852,4	1976,3	2053,3	2058,9	2107,2
Transports, entrepôts, communications	535,4	595,2	640,6	659,1	757,7
Banques et organismes financiers	78,1	76,3	94,1	92,4	101,0
Autres services marchands	833,8	906,4	974,7	1025,1	1143,8
SIFIM	-59,1	-46,8	-61,0	-59,8	-64,0
TOTAL VA MARCHANDE	7928,8	8262,5	8749,7	9211,7	9822,3
BNM[1] des APU	616,1	660,2	768,9	845,2	878,6
BNM des ISBL	29,7	30,1	35,0	39,2	41,4
BNM des services domestiques	67,1	67,8	79,0	88,5	93,3
TOTAL VA NON MARCHANDE	713,0	758,1	882,9	972,9	1013,3
TOTAL DES VALEURS AJOUTEES	8641,7	9020,6	9632,6	10184,6	10835,6
Impôts et taxes nets des Subventions	745,7	771,6	811,2	855,6	864,1
PIB	9387,5	9792,3	10443,8	11040,3	11699,7

Tableau 5 : Ventilation du PIB par secteurs d'activités (évolutions des volumes en %)

Libellé	2006	2007	2008	2009	2010
Secteur primaire	3,0	5,9	5,2	2,9	6,0
Agriculture des produits vivriers	3,2	5,6	6,6	5,0	3,7
Agriculture industrielle et d'exportation	-3,3	-5,1	2,1	4,2	7,8
Elevage, chasse	1,9	4,9	2,8	0,1	2,7
Sylviculture et exploitation forestière	13,0	26,9	2,5	-10,6	32,8
Pêche	1,7	2,0	2,6	1,3	3,4
Secteur secondaire	1,8	-1,4	1,2	-2,5	0,5
Industries extractives	7,6	-7,7	-1,8	-13,1	-11,9
dont extraction d'hydrocarbures	7,7	-8,1	-1,8	-13,6	-12,6
Industries Agro-alimentaires	-0,7	3,4	1,8	-1,2	8,5
Autres Industries manufacturières	-0,6	-1,0	4,4	-0,9	-0,3
Electricité, gaz et eau	3,3	4,5	5,6	-0,6	3,9
BTP	4,0	0,5	-8,2	12,5	9,1
Secteur tertiaire	3,7	4,7	1,8	3,5	4,0
Commerce, restaurants et hôtels	1,8	2,0	0,3	-0,1	1,9
Transports, entrepôts, communications	11,9	9,3	8,5	7,5	5,3
Banques et organismes financiers	-3,9	6,6	7,2	3,8	6,0
Autres services marchands	1,5	5,8	-2,3	7,4	7,5
TOTAL VA MARCHANDE	2,9	3,0	2,5	1,5	3,5
BNM [1] des APU	2,9	6,0	4,2	3,5	3,7
TOTAL VA NON MARCHANDE	2,9	6,2	4,3	3,6	3,9
TOTAL DES VALEURS AJOUTEES	2,9	3,3	2,6	1,7	3,5
Impôts et taxes nets des Subventions	7,3	2,9	6,0	4,9	0,4
PIB	3,2	3,3	2,9	1,9	3,3

Tableau 6 : Contribution des secteurs d'activités à la croissance du PIB réel (en pourcentage)

Libellé	2006	2007	2008	2009	2010
Secteur primaire	0,6	1,2	1,1	0,6	1,3
Agriculture des produits vivriers	0,4	0,8	0,9	0,7	0,5
Agriculture industrielle et d'exportation	-0,1	-0,1	0,0	0,1	0,1
Elevage, chasse	0,0	0,1	0,1	0,0	0,1
Sylviculture et exploitation forestière	0,2	0,4	0,0	-0,2	0,5
Pêche	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Secteur secondaire	0,5	-0,4	0,3	-0,6	0,1
Industries extractives	0,5	-0,5	-0,1	-0,8	-0,6
dont extraction d'hydrocarbures	0,5	-0,5	-0,1	-0,8	-0,6
Industries Agro-alimentaires	0,0	0,2	0,1	-0,1	0,5
Autres Industries manufacturières	-0,1	-0,1	0,5	-0,1	0,0
Electricité, gaz et eau	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
BTP	0,1	0,0	-0,2	0,3	0,2
Secteur tertiaire	1,3	1,7	0,6	1,3	1,5
Commerce, restaurants et hôtels	0,4	0,4	0,1	0,0	0,3
Transports, entrepôts, communications	0,9	0,7	0,7	0,6	0,5
Banques et organismes financiers	0,0	0,1	0,1	0,0	0,1
Autres services marchands	0,1	0,4	-0,2	0,5	0,6
TOTAL VA MARCHANDE	2,4	2,5	2,0	1,2	2,9
BNM[1] des APU	0,2	0,5	0,3	0,3	0,3
TOTAL VA NON MARCHANDE	0,3	0,5	0,4	0,3	0,4
TOTAL DES VALEURS AJOUTEES	2,7	3,0	2,4	1,6	3,2
Impôts et taxes nets des Subventions	0,5	0,2	0,5	0,4	0,0
PIB	3,2	3,3	2,9	1,9	3,3

Tableau 7: Le PIB et ses emplois (en milliards de FCFA)

Libellé	2006	2007	2008	2009	2010
1. Dépense de Consommation Finale	7616,4	8163,7	8967,5	9547,0	10134,7
dont privée	6715,1	7170,2	7840,1	8303,7	8776,3
publique	901,3	993,5	1127,4	1243,3	1358,4
2. FBCF	1564,5	1702,2	1842,3	1964,9	2219,9
dont privée	1341,7	1474,6	1589,7	1718,6	1957,6
publique	222,8	227,6	252,6	246,3	262,3
3. Variation des stocks	14,0	-7,5	60,3	79,5	8,0
4. INVESTISSEMENT (2+3)	1578,5	1694,7	1902,6	2044,4	2227,9
5. Exportations nettes	192,5	-66,1	-426,3	-551,1	-662,9
6. Exportations	2159,5	2343,3	2520,1	1770,5	2029,6
Exportations des biens	1928,5	2052,3	2253,7	1535,6	1789,6
Exportations des services	231,0	291,0	266,4	234,9	240,0
7. Importations	1967,0	2409,4	2946,4	2321,6	2692,5
Importations des biens	1684,4	2086,1	2560,3	1971,0	2332,3
Importations des services	282,6	323,3	386,1	350,6	360,2
PIB (1+4+5)	9387,5	9792,3	10443,8	11040,3	11699,7

Tableau 8: Le PIB et ses emplois (évolutions des volumes en %)

Libellé	2006	2007	2008	2009	2010
1. Dépense de Consommation Finale	3,7	5,1	3,6	3,3	5,0
dont privée	3,7	4,6	3,2	3,1	4,5
publique	3,0	9,1	6,3	4,6	8,4
2. FBCF	0,2	11,7	4,6	3,5	10,7
dont privée	-0,1	11,0	5,9	4,9	11,6
publique	2,2	15,4	-2,6	-5,4	4,4
4. INVESTISSEMENT	2,5	5,7	8,5	5,9	5,6
6. Exportations	1,3	5,3	-3,7	-12,5	7,8
Exportations des biens	7,7	6,4	-3,8	-13,3	8,7
Exportations des services	-28,5	-2,5	-3,1	-6,8	1,5
7. Importations	2,3	15,2	4,0	-2,1	15,7
Importations des biens	2,2	16,3	3,8	-3,6	17,4
Importations des services	2,9	4,9	6,1	11,8	1,6
PIB	3,2	3,3	2,9	1,9	3,3

Tableau 9: Contribution des emplois à la croissance réelle du PIB (en pourcentage)

	2006	2007	2008	2009	2010
1. Dépense de Consommation Finale	3,0	4,2	2,9	2,7	4,2
dont privée	2,7	3,3	2,3	2,3	3,4
publique	0,3	0,8	0,6	0,5	0,9
2. FBCF	0,0	2,1	0,9	0,7	2,1
dont privée	0,0	1,7	1,0	0,8	2,0
publique	0,1	0,4	-0,1	-0,1	0,1
3. Variation des stocks	0,4	-1,0	0,7	0,5	-1,0
4. INVESTISSEMENT (2+3)	0,5	1,1	1,6	1,2	1,2
5. Exportations nettes	-0,2	-2,0	-1,7	-2,0	-2,1
6. Exportations	0,3	1,1	-0,8	-2,5	1,3
Exportations des biens	1,3	1,2	-0,7	-2,3	1,3
Exportations des services	-1,1	-0,1	-0,1	-0,2	0,0
7. Importations	0,5	3,1	0,9	-0,5	3,4
Importations des biens	0,4	3,0	0,8	-0,7	3,4
Importations des services	0,1	0,1	0,1	0,3	0,0
PIB	3,2	3,3	2,9	1,9	3,3

Tableau 10 : Le PIB et ses emplois – évolutions des prix (en %)

	2006	2007	2008	2009	2010
1. Dépense de Consommation Finale	2,5	1,9	6,1	3,1	1,1
dont privée	2,8	2,0	6,0	2,7	1,1
publique	0,4	1,1	6,7	5,4	0,8
2. FBCF	0,9	-2,6	3,5	3,1	2,0
dont privée	0,9	-1,0	1,8	3,1	2,0
publique	0,9	-11,5	13,9	3,1	2,0
4. INVESTISSEMENT (2+3)	-7,7	1,6	3,4	1,5	3,2
6. Exportations	19,1	3,0	11,7	-19,7	6,4
Exportations des biens	19,7	0,0	14,1	-21,4	7,2
Exportations des services	9,9	29,1	-5,6	-5,4	0,6
7. Importations	2,3	6,4	17,5	-19,5	0,2
Importations des biens	4,7	6,5	18,2	-20,2	0,8
Importations des services	-10,2	9,0	12,5	-18,8	1,2
PIB	3,9	1,0	3,7	3,7	2,6

Tableau 11 : Echanges extérieurs, principaux produits d'exportation et d'importation (en milliards de FCFA)

Produits	2006	2007	2008	2009	2010
Total des exportations	1928,5	2052,3	2253,7	1535,6	1789,6
Extraction Hydrocarbures	928,0	958,4	1208,9	749,7	772,20
Industrie du Bois sauf fabrication de meubles	313,2	370,3	268,9	215,1	235,8
Raffinage de Pétrole	271,2	287,4	306,3	148,5	243,8
Agriculture Industrielle et d'exportation	121,1	112,5	113,3	147,2	173,2
Fabrication des Produits Métallurgiques	89,7	126,7	130,1	63,2	83,4
Total des importations	1684,4	2086,1	2560,3	1971,0	2332,3
Fabrication des Machines et Appareils Electriques	196,1	274,1	357,7	345,2	359,2
Extraction Hydrocarbures	484,5	594,2	769,8	314,5	417,2
Travaux de Grains	108,9	131,2	249,5	232,0	258,0
Industries Chimique s	201,0	212,5	207,0	204,6	236,9
Fabrication des Produits Métallurgiques	152,0	160,5	168,7	132,4	205,2
Fabrication de Matériel de Transport	115,4	145,2	175,2	126,5	151,4
Solde commercial	244,1	-33,8	-306,6	-435,4	-542,7

Tableau 12 : Ventilation du PIB réel par secteurs d'activités (base 100=2000) (en milliards de FCFA)

Libellé	2006	2007	2008	2009	2010
Secteur primaire	1663,1	1761,5	1853,5	1906,6	2020,9
Agriculture des produits vivriers	1097,9	1159,8	1236,7	1298,9	1346,6
Agriculture industrielle et d'exportation	146,6	139,2	142,1	148,1	159,7
Elevage, chasse	202,2	212,1	218,0	218,1	224,0
Sylviculture et exploitation forestière	119,4	151,5	155,2	138,8	184,3
Pêche	96,9	98,9	101,5	102,7	106,3
Secteur secondaire	2268,8	2237,1	2264,3	2208,1	2219,4
Industries extractives	552,3	509,6	500,3	434,6	382,7
dont extraction d'hydrocarbures	540,7	496,8	487,7	421,4	368,4
Industries Agro-alimentaires	498,3	515,0	524,5	518,0	561,8
Autres Industries manufacturières	943,8	934,3	975,5	967,0	963,8
Electricité, gaz et eau	60,9	63,7	67,3	66,9	69,5
BTP	213,5	214,6	196,9	221,5	241,7
Secteur tertiaire	2911,2	3048,1	3101,7	3210,8	3339,6
Commerce, restaurants et hôtels	1625,2	1657,9	1663,3	1662,0	1692,8
Transports, entrepôts, communications	635,5	694,4	753,4	809,9	852,4
Banques et organismes financiers	91,2	97,3	104,3	108,3	114,9
Autres services marchands	612,3	648,0	632,8	679,6	730,7
SIFIM	-53,1	-49,4	-52,1	-49,0	-51,1
TOTAL VA MARCHANDE	6843,1	7046,7	7219,5	7325,6	7580,0
BNM[1] des APU	630,5	668,2	696,0	720,6	747,1
BNM des ISBL	31,2	33,6	35,2	36,7	38,7
BNM des services domestiques	61,9	66,7	69,9	72,9	76,8
TOTAL VA NON MARCHANDE	723,6	768,5	801,2	830,3	862,7
TOTAL DES VALEURS AJOUTEES	7566,7	7815,1	8020,7	8155,8	8442,6
Impôts et taxes nets des Subventions	621,7	639,8	678,1	711,0	714,0
PIB	8188,4	8454,9	8698,8	8866,8	9156,7

Tableau 13 : Le PIB réel et ses emplois (base 100=2000) (en milliards de FCFA)

Colonne1	2006	2007	2008	2009	2010
1. Dépense de Consommation Finale	6632,1	6973,3	7222,1	7458,8	7833,6
dont privée	5871,4	6143,6	6340,0	6535,9	6833,3
publique	760,7	829,7	882,1	922,9	1000,3
2. FBCF	1452,6	1622,0	1696,9	1756,0	1944,3
dont privée	1245,8	1383,2	1464,3	1535,9	1714,6
publique	206,9	238,8	232,7	220,1	229,7
3. Variation des stocks	75,5	-7,0	56,0	100,5	16,0
4. INVESTISSEMENT (2+3)	1528,1	1615,0	1753,0	1856,4	1960,3
5. Exportations nettes	28,2	-133,4	-276,2	-448,3	-637,2
6. Exportations	1689,0	1779,1	1713,5	1499,2	1616,0
Exportations des biens	1478,6	1573,9	1514,6	1313,7	1427,7
Exportations des services	210,3	205,2	198,9	185,5	188,3
7. Importations	1660,8	1912,5	1989,7	1947,5	2253,2
Importations des biens	1490,2	1733,5	1799,7	1735,1	2037,5
Importations des services	170,6	179,0	190,0	212,4	215,7
PIB (1+4+5)	8188,4	8454,9	8698,8	8866,8	9156,7

Equipe Technique

Supervision générale

1. TEDOU Joseph, Directeur Général, Institut National de la Statistique (INS)
2. SHE ETOUNDI Joseph Guy Benjamin, Directeur Général Adjoint, INS

Coordination technique

1. NEPETSOUN, Chef du Département des Synthèses et des Analyses Economiques
2. NGUIGNANG Bernard, Chef de Division des Synthèses Economiques
3. NGHOGUE VOUFO Léonel Erith, Chef de Cellule des comptes provisoires et des comptes régionaux

Equipe de relecture

1. MATENE SOB Angélique, Chef de Cellule des échanges avec l'extérieur
2. AMOUGOU René Aymar Bertrand, Chef de Cellule de la conjoncture
3. TALOM KAMGA Alain Magloire, Chef de Cellule des statistiques monétaires et des finances publiques
4. DIFFO Joé Clauvis, Chargé d'Etudes Assistant

Institut National de la Statistique

BP : 134 Yaoundé - Cameroun

Tél : (237) 22 22 04 45

Fax : (237) 22 23 24 37

Site Web: www.statistics-cameroon.org

*Une Publication du Département des Synthèses et
des Analyses Economiques*

© INS, Août 2011